

Conjoncture : A la recherche de la croissance

Les 20 dernières années ont montré que nous changions de monde. Les économies nationales dans une économie mondialisée sont devenues interdépendantes, soumises aux évolutions conjoncturelles. Plusieurs changements sont les marqueurs de la mondialisation : la réorientation du commerce mondial vers des échanges nord-nord, la pression de la concurrence des nouveaux industrialisés, la remise en cause des positions dominantes, la marginalisation du rôle des états dans la régulation de l'économie mondiale, la diffusion rapide des crises. Cette évolution rapide de l'économie mondiale s'est accompagnée de l'émergence de nouveaux acteurs économiques tels que la Chine, l'Inde, le Brésil ; elle s'est faite suivant une double logique, la recherche de productions à moindre coûts, et des perspectives de nouveaux marchés avec l'apparition de classes moyennes désireuses d'accéder aux biens de consommation.

Depuis plusieurs années, à la recherche de zones de croissance, les entreprises surfent sur l'idée de produire à moindre coût et de développer de nouveaux marchés. Ainsi s'est créée une dynamique mondiale de recherche d'économies d'échelle, de gains de productivité, et d'expansion commerciale.

Par un effet d'aubaine, la Chine est devenue la championne de la production de masse, avec un taux de croissance à deux chiffres, jalousement regardé par les pays en panne de croissance. Cet éveil chinois, dans une logique productiviste et de conquête industrielle et commerciale, se heurte aux conditions de son succès : la surproduction de masse à bas coûts. La crise chinoise, révélée cet été, interpelle par son ampleur et le risque systémique.

La dynamique de crise

La croissance économique repose sur deux facteurs principaux : la capacité à produire de l'innovation et la confiance dans l'avenir. L'enchaînement de la crise correspond à un aveuglement et à l'inaction des pays occidentaux par un système de croyance que la dynamique concurrentielle suffirait à elle seule pour produire de la croissance. L'aveuglement plus ou moins voulu correspond à la fois à la croyance dans la force autorégulatrice du marché et/ou dans la capacité de régulation de l'Etat. L'atterrissage est douloureux. N'arrivant pas à se coordonner et laissant aux forces du marché la conduite des affaires, les états se sont appauvris et les périmètres des actions publiques ont été revus à la baisse. Le mirage chinois a fonctionné comme un calcul d'opportunités, de débouchés et de nouvelles activités industrielles et commerciales, mais il est aussi la raison de la durabilité de la crise mondiale. La croissance chinoise a été une aubaine par les perspectives de marchés qu'elle représente mais elle est aussi la raison d'une crise généralisée. C'est la nature même de la croissance chinoise qui pose problème. Par effet de rattrapage, la croissance chinoise s'est portée sur la captation des ressources mondiales en termes d'outils de production, d'emploi, et de matières premières. La réussite chinoise crée les conditions de sa crise. Un double mécanisme s'est perfidement installé dans l'évolution de l'économie mondiale : la délocalisation vers les pays à bas coûts et la création de valeurs boursières à court terme. La

croissance chinoise a bien fonctionné en écho à l'évolution rapide de l'économie mondiale : délocalisation et financiarisation¹.

L'objectif économique est devenu la satisfaction des actionnaires à la fois par la progression du chiffre d'affaires, la croissance de rendements boursiers et l'optimisation fiscale. La création de valeur boursière permet d'attirer les actionnaires, de lever des fonds et de financer un développement international.

Tout fonctionne tant que l'économie mondiale est en croissance. Le dérèglement intervient quand la croissance chinoise se fait au détriment du reste de l'économie mondiale. La Chine « usine du monde » repose sur l'idée de la baisse des coûts de production et de la captation des moyens par des économies d'échelle. Ce que n'avaient pas prévu les dirigeants chinois est que l'asphyxie financière des pays développés allait ralentir la demande mondiale, sans que le marché chinois soit préparé à absorber sa surproduction. La stratégie de production à moindre coût se retourne contre la Chine avec l'apparition de nouveaux acteurs (Indonésie, Vietnam, Inde, Pakistan...) et l'essoufflement des pays occidentaux englués dans les politiques de réduction budgétaire.

La dynamique de la crise est révélée en 2008, par le décrochage de l'économie réelle par rapport à l'économie financière (La valorisation boursière croît plus vite que le chiffre d'affaires). Dans la crise, les réponses apportées pour colmater les brèches dans les institutions financières, endettent massivement les Etats, sans réelle contrepartie de reprise de l'activité économique. Les politiques nécessaires de désendettement vont jouer un rôle contra-cyclique dans l'évolution de la demande. Dans une économie de l'offre, la faiblesse de la demande génère la crise.

Plusieurs mécanismes sont à l'œuvre :

- la mise en concurrence est bien un facteur déterminant de la baisse des prix et favorise l'innovation, mais elle produit aussi de l'incertitude avec pour contrepartie le raisonnement à court terme qui domine le fonctionnement des acteurs en présence, y compris les acteurs publics.

- L'endettement a tout d'abord masqué la panne de croissance économique. Mais faute de croissance économique, il est devenu endémique. Les prélèvements augmentent plus rapidement que la production de biens et de service. L'endettement public a permis de financer des dépenses de fonctionnement, mais l'absence de programmes d'investissement a ralenti la croissance économique. L'endettement devient un fardeau budgétaire. Cependant, le désendettement par la réduction des dépenses et l'augmentation des prélèvements ralentit encore plus la croissance. Ainsi les systèmes de décision deviennent des pilotages à vue.

¹ On peut expliquer que les délocalisations correspondent à un objectif économique de baisse des coûts de production permettant la reconstitution voire l'augmentation des marges, et à la recherche de nouveaux marchés.

Le passé d'une illusion.

La crise chinoise est le dénouement d'une illusion, elle est révélatrice des dérèglements de l'économie mondiale. Depuis 2008, nous avons appris de la dangerosité du système financier international. Les décisions prises ont bien servi à sauver les institutions financières d'une débâcle mais elles n'ont pas permis de retrouver les conditions d'une croissance économique créatrice d'emplois. Les Etats se sont endettés au point que le poids de la dette limite toute capacité d'initiative dans les dépenses d'avenir. Ainsi, avec une conjoncture internationale, aussi favorable : taux d'intérêt nuls, diminution du prix des matières premières, la zone euro et la France en particulier ne retrouvent pas la croissance suffisante pour réduire son chômage hormis l'Allemagne qui est confrontée à une démographie défavorable.

La zone Euro et la France ne peuvent rester à l'écart des difficultés chinoises. La conversion de la Chine à l'économie de marché a été très rapide conduisant à l'émergence d'une classe d'entrepreneurs. Ces réussites rapides sont liées à une combinaison apparemment subtile entre les économies d'échelle et la taille du marché. Ainsi la Chine produisant à grande échelle pouvait faire baisser ses coûts de production et écouler ses marchandises sur un marché en croissance. En vingt ans la Chine est devenue l'usine du monde avec un savant mélange d'acquisition de technologies et de production. La croissance à deux chiffres faisait rêver le reste du monde. Le monde entier rêvait du marché chinois et la Chine investissait dans tous les secteurs y compris dans des continents désertés par les occidentaux. C'est ainsi que la Chine s'est retrouvée comme le premier opérateur industriel en Afrique.

La crise boursière chinoise n'est pas la cause de la crise économique elle n'en est que la révélation. Une crise boursière c'est une perte de confiance dans la valeur donnée aux actions et aux capacités des entreprises de faire face. En 2008, la crise des subprimes était la révélation du développement hors de contrôle des marchés financiers demandant de mettre de la régulation dans le fonctionnement des marchés. Avec pragmatisme mais aussi avec peut être avec manque de discernement, pris par l'urgence, les états sont intervenus pour colmater les brèches au prix d'un endettement massif. La conséquence en sont les politiques d'austérité qui visent la réduction de l'endettement au détriment du développement économique. La Chine a traversé cette crise sans encombre elle a même aidé plusieurs pays en rachetant de la dette, et en étant investisseur. La question est devenue, qu'est-ce qui s'est grippé pour que la Bourse chinoise s'effondre, et entraîne ce manque de confiance.

L'économie réelle finit toujours par prendre le dessus.

Les étapes du miracle chinois vont de « quand la Chine s'éveillera » à peut-être quand la Chine s'effondre. Pour devenir l'usine du monde la Chine s'est appuyée sur le dénominateur commun des économies occidentales, la concurrence par la baisse des coûts de production. La réussite Chinoise est étroitement liée à la volonté des entreprises occidentales de rechercher des gains de productivité et de dégager des marges par la baisse du coût du travail. Ainsi la Chine a fait preuve de beaucoup d'appétit captant à la fois production mondiale et les matières premières. Peu à peu elle a asséché les possibilités de production

des pays occidentaux, provoquant même dans certains cas, un chômage presque endémique.

La Chine n'est pas responsable de la situation des pays occidentaux, elle n'est que la révélation de l'aveuglement du pilotage à vue. Confrontés à la diminution de leurs activités économiques, les pays occidentaux ont continué à produire de l'illusion de l'activité avec de l'endettement pour financer du fonctionnement aux dépens de l'investissement. Sans croissance suffisante, le chômage augmente, et l'endettement se creuse. Faute de possibilités financières suffisante, les programmes d'investissement publics s'arrêtent. Ainsi c'est tout le circuit de la demande qui tombe en panne, sans que l'offre ne puisse prendre le relais faute d'investissement suffisant dans des dépenses d'avenir. Les économies occidentales finissent par tourner au ralenti, conduisant à une baisse de la demande adressée à la Chine.

Le modèle de croissance Chinois est mis à mal par les conditions de sa réussite.

- La baisse de la demande mondiale pénalise les capacités chinoises de production.
- La réduction de la production chinoise, conduit à limiter les importations de matières premières et à faire chuter les cours, ce qui pénalise fortement les pays producteurs de matières premières, leurs capacités d'achat et de développement
- La Chine produit moins, et les résultats des entreprises chinoises semblent surévaluées par rapport à leurs cours en Bourse, La Bourse exerce une rectification, les épargnants chinois et les entreprises sont malmenés, le doute s'installe.

La Chine éternue, c'est l'ensemble de son modèle de croissance qui est mis à mal. Le modèle tourné vers les exportations n'a pas supporté les effets de la mise en concurrence avec les pays émergents et la baisse de la demande mondiale.

Quelles leçons en tirer ?

Les économistes ne peuvent pas écrire l'avenir, mais les conditions de la crise mondiale font partie des soubresauts de la mondialisation. La Chine est en crise, la Russie est en récession, les pays exportateurs de matières premières sont asphyxiés et la croissance en Europe est en panne.

Une redéfinition des cartes géopolitiques est en cours. La Chine sera certainement à la recherche d'un nouveau modèle économique de croissance centré sur la demande intérieure. Plusieurs études montrent qu'elle est capable de faire preuve d'imagination et d'innovation à l'échelle d'une région composée de plusieurs centaines de millions de personnes.

L'Europe et la France en particulier sont entrées dans le cercle peu vertueux du risque de déflation, peu de croissance, pas d'inflation et une augmentation continue du chômage. La reprise d'activité de ce début d'année 2015 était portée par la baisse des taux d'intérêts et la diminution du prix des matières premières. La réduction du prix des matières première est liée à la réduction de la demande mondiale, en revanche la crise financière asiatique consécutive de la crise chinoise risque de pousser à la hausse les taux d'intérêts, ce qui

malmènera les finances publiques et les possibilités de désendettement et d'investissement des états.

Les fondamentaux de la croissance économique sont l'innovation et la confiance dans l'avenir.

Portés par la conjoncture mondiale plusieurs indicateurs économiques s'améliorent : balance commerciale, inflation, investissements étrangers mais paradoxalement nous restons dans un scénario de croissance sans emploi. Reprenons cette idée, en dessous d'une croissance du PIB de 1,5 % le chômage ne peut pas se réduire en France. Nous atteindrons difficilement 1% en 2015, et les prévisions de 2016 devront être certainement revues avec les influences de la crise chinoise. Sous la forme d'un paradoxe, la baisse du chômage est un objectif politique et social qui mécaniquement peut être atteint mais l'enjeu économique correspond à la création d'emplois qualifiés. Dans les 3 ans le chômage va baisser par l'arrivée à la retraite de classes d'âge nombreuses. L'enjeu est la création d'activité et d'emplois dans des secteurs industriels et des services innovants, ce qui conduit à investir dans des activités nouvelles et dans la formation. La qualification et la montée en compétences des personnels sont des dépenses d'avenir. Depuis 30 ans, portées par l'urgence sociale les politiques de l'emploi favorisent l'emploi peu qualifié, par des subventions dans les industries de main d'œuvre à bas coûts et par des politiques d'exonération de charge. Beaucoup d'emplois industriels ont été délocalisés sans véritable possibilité de reconversion, provoquant un chômage de masse dans des bassins industriels historiques. L'insuffisance de la création d'activités n'a pas pu compenser les pertes d'emplois. Avec les innovations technologiques, presque tous les emplois deviennent délocalisables. La situation n'a fait que s'aggraver. L'objectif ne peut pas être de concurrencer les industries chinoises à bas coûts mais de développer des industries et des services d'avenir fondés sur une compétitivité qualité. L'innovation et la confiance sont les moteurs de la croissance.

La France est scotchée à son besoin de désendettement, jamais les taux d'intérêts n'ont été si bas et pourtant l'endettement croit faute de croissance économique et de rentrées fiscales suffisantes. Il n'est plus possible de voter des budgets en déséquilibre faisant porter la charge sur les générations futures.

Acquérir une posture de réalité en acceptant l'évaluation des politiques publiques, et la hiérarchisation des besoins est la prise en compte du changement de paradigme. La question posée est celle de l'affectation de l'endettement à des dépenses d'investissement plus qu'à des dépenses de fonctionnement. La démarcation entre fonctionnement et investissement n'est pas toujours évidente, mais l'évaluation des politiques publiques est devenue un objectif économique.

Plusieurs secteurs économiques sont stratégiques : biotechnologies, énergie, information, transports et plusieurs rapports démontrent que les dépenses d'avenir concernent la santé et l'éducation. Cette prise de conscience collective conduit à ne pas raisonner qu'en termes de coût mais d'intégrer la notion d'efficacité.

La France renoue avec la prospective. Ce n'est pas qu'un débat d'experts, Il s'agit de redonner du champ à l'horizon économique, d'établir des perspectives et des objectifs. Le court terme domine les débats économiques et politiques. Ainsi s'entretient la crise économique, par le manque de confiance et l'attentisme des agents économiques. L'épargne de précaution supplante la consommation et l'investissement.

Revisiter les modèles économiques.

L'actionnariat est un puissant levier de financement et de mise en concurrence donnant un avantage compétitif aux entreprises de la sphère marchande concurrentielle, mais en même temps l'actionnariat conduit le chef d'entreprise à arbitrer entre les attentes de ses actionnaires et ses besoins stratégiques. C'est ainsi que la rentabilité à court terme est devenue à la fois les conditions de la croissance et la cause de la crise. Les logiques économiques de rentabilité à donner aux actionnaires orientent les politiques d'investissement. Le court terme paralyse les initiatives et formate les comportements. L'aversion au risque est devenue le principal moteur des décisions économiques et sociales.

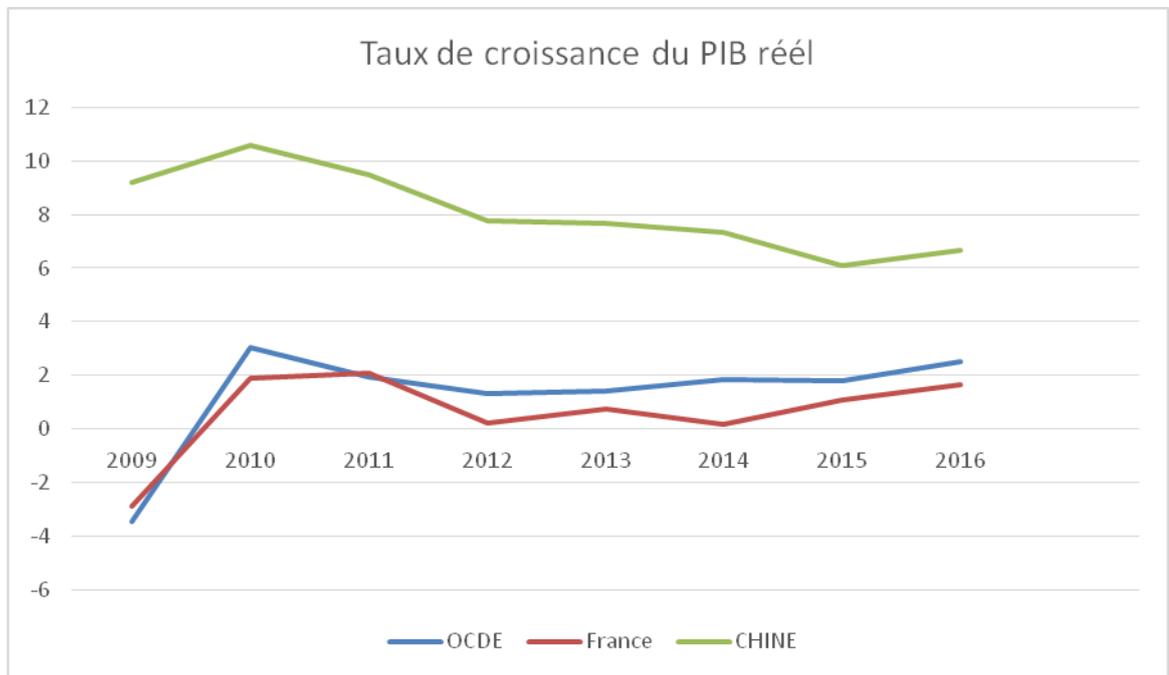
Les mutuelles ont plutôt bien résisté à la crise économique et financière. Pour autant soumises à la concurrence, les conditions de leur pérennité ne sont pas toujours établies. Les entreprises de l'économie sociale et solidaire évoluaient jusqu'à présent dans un environnement moins concurrentiel et hors de la contrainte d'actionnaires. Pour autant aujourd'hui il ne suffit plus d'avoir une histoire, il est nécessaire de prévoir. Les mutuelles sont moins impactées par les évolutions de l'économie mondiale mais leur mise en concurrence les interpelle. Dans un scénario de croissance durablement faible elles sont impactées par le désengagement continu de l'Etat. L'avenir n'est jamais écrit avec certitude mais il importe de rechercher de nouvelles façons de produire et de consommer. L'économie sociale et solidaire est certainement une réponse à la crise. Cette réponse n'est pas ponctuelle. Elle définit une autre forme d'entreprendre et donne un horizon au développement économique et social.

Les leçons que nous devons tirer de la crise financière de 2008, et du risque de récession que fait peser la crise chinoise, sont d'une part qu'il est important d'inscrire dans la durée des décisions économiques et que le rôle de l'Etat est de faciliter le développement économique et social. Il est nécessaire de d'expliquer et de donner du sens dans la durée aux décisions de politique économique, sociale et fiscale.

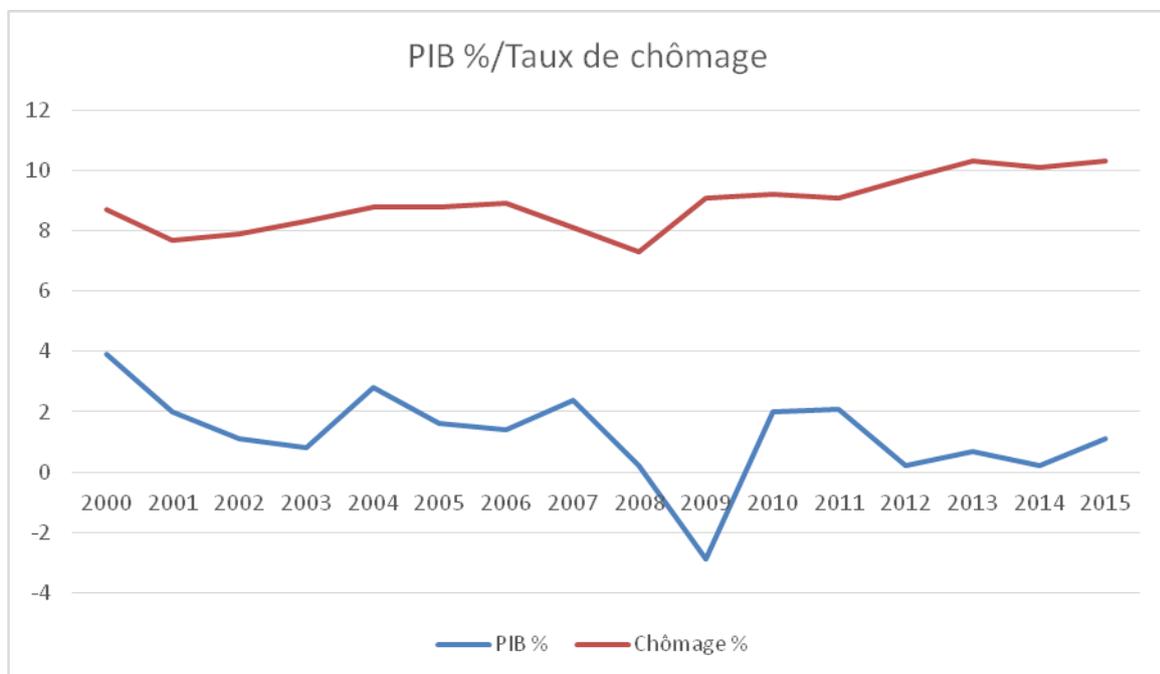
La prochaine loi de finances s'établit dans un contexte de croissance faible, de fort taux de chômage et d'attentisme des agents économiques

Graphique :

1. Croissance : comparaison, France, Chine, OCDE

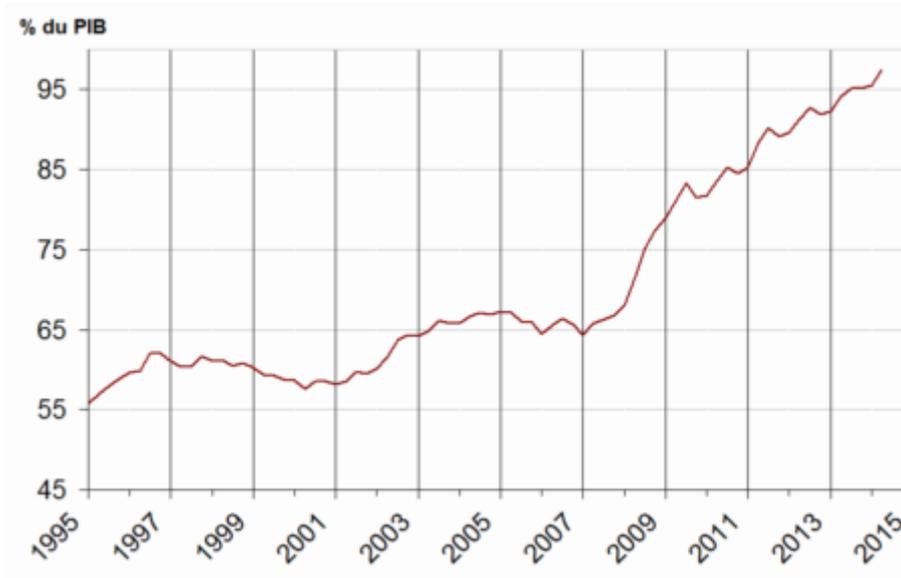


2. France : évolution du PIB et taux de chômage

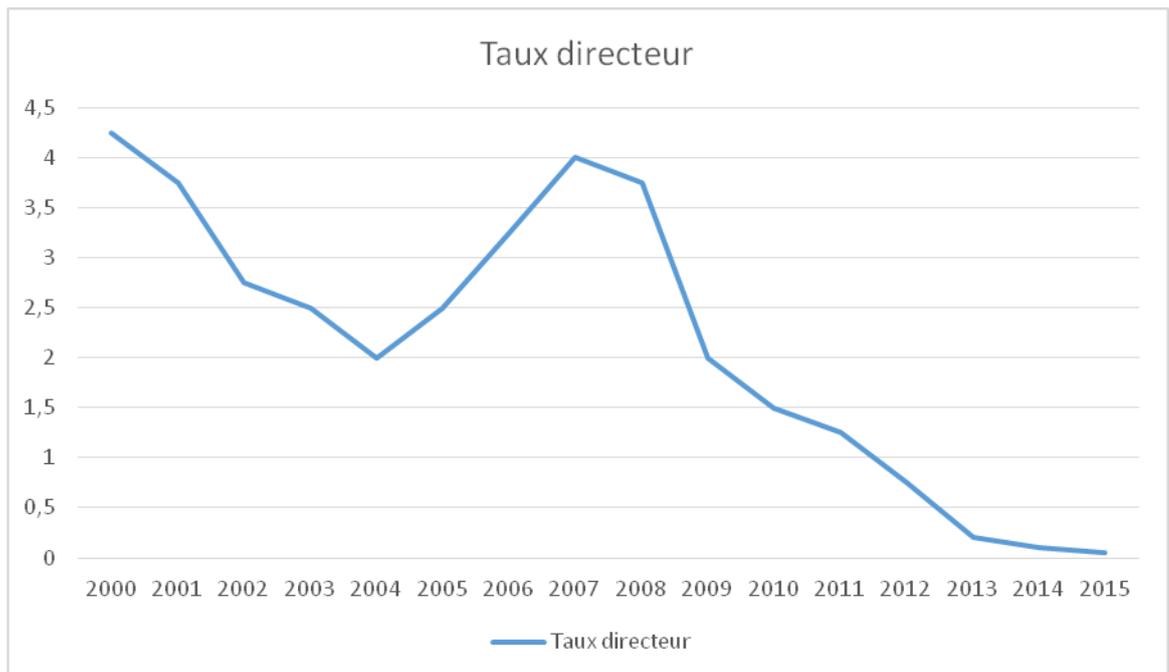


3. France : évolution des taux d'intérêts et de l'endettement

L'endettement de la France



Taux directeur BCE



4. France : tableaux de synthèse : les chiffres de l'économie française

Quelques chiffres :

2015 (France)

PIB : +1,2 %

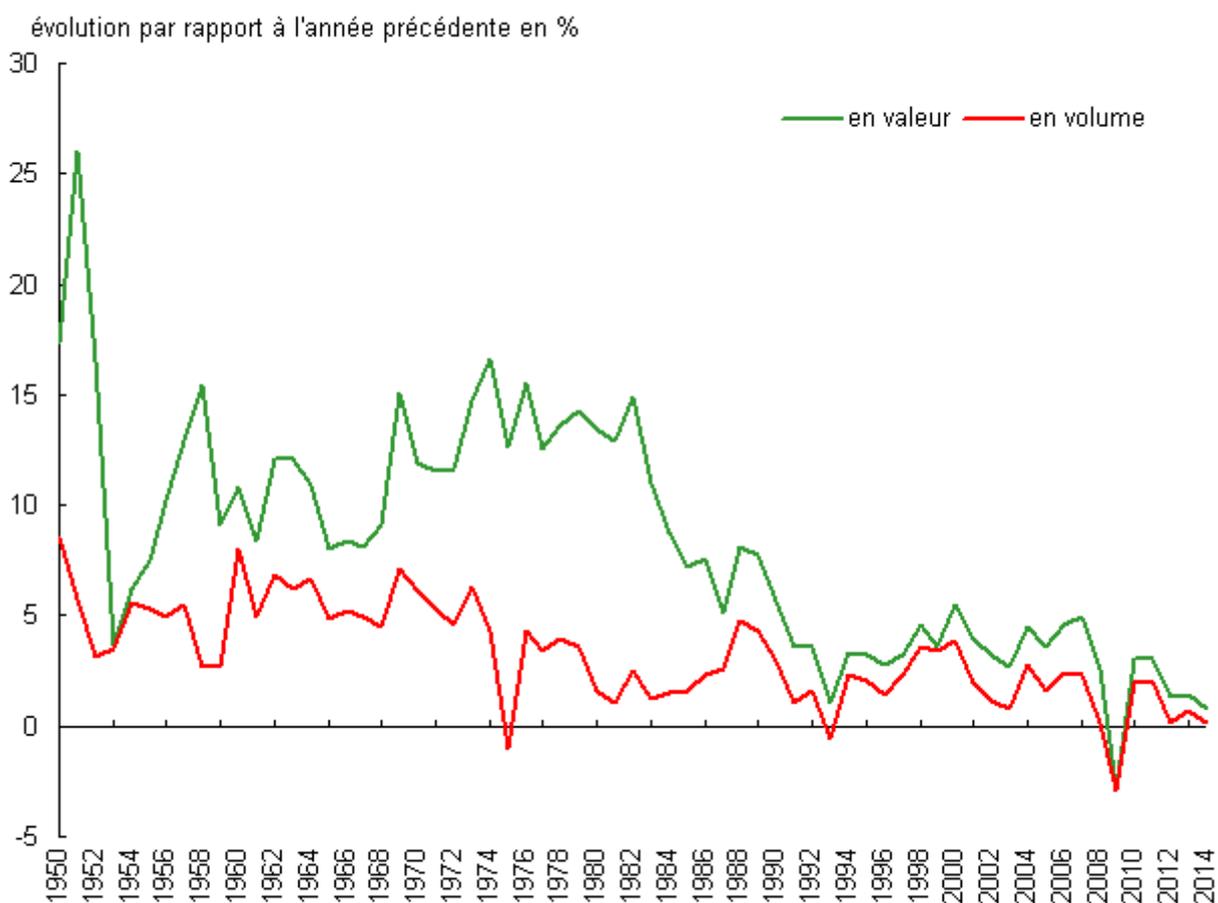
Inflation : + 0,2 %

Chômage : 10,3 %

Balance commerciale : -0,2 %

PIB

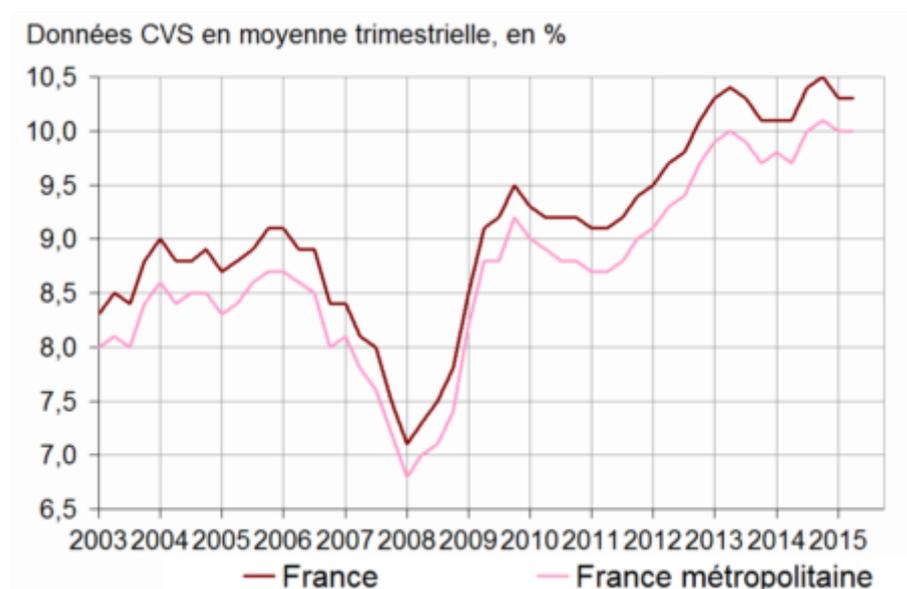
Évolution du PIB en France jusqu'en 2014



Champ : France.

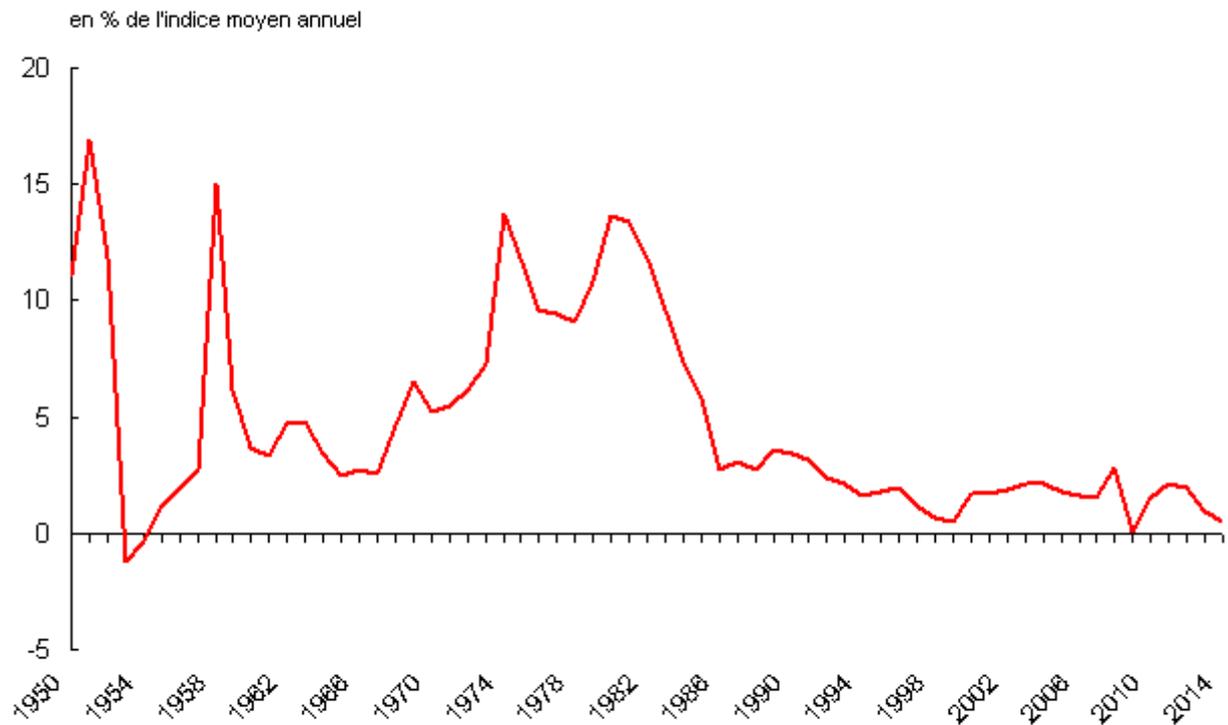
Source : Insee, comptes nationaux - base 2010.

Taux de chômage



Indice des prix

Variation annuelle de l'indice des prix à la consommation de 1950 à 2014



Champ : ensemble des ménages en France ; indice des prix à la consommation (y compris tabac).
Source : Insee, indice des prix à la consommation.

Prix du pétrole

